

Vincent Veschambre

CARTA - UNIVERSITÉ D'ANGERS
ESO - UMR 6590 CNRS

Mouvement de solidarité avec les plus démunis, ATD¹ Quart-monde est à l'origine de la Journée mondiale de refus de la misère, instaurée par l'ONU à partir de 1992. Cette commémoration suscite chaque année la recherche de lieux signifiants par les groupes locaux d'ATD. Cette démarche, à laquelle j'ai été invité à participer en tant que chercheur par le groupe d'Angers, est révélatrice de la difficulté de retrouver trace des plus pauvres dans des espaces centraux aujourd'hui très valorisés.

La ville d'Angers est caractérisée par la présence d'un patrimoine médiéval et renaissance des plus prestigieux, bien mis en valeur. Inversement, les héritages les plus modestes (patrimoine industriel, habitat populaire...) sont très largement ignorés et ont été dans une large mesure démolis dans la partie centrale de la ville. Patrimonialisation et démolition constituent les deux versants d'un marquage de l'espace urbain socialement très sélectif (Veschambre, 2002, 2003).

LA DÉMARCHE D'ATD : EN QUÊTE D'UN LIEU DE COMMÉMORATION

Fondé en 1957 par le père J. Wrésinski², le mouvement ATD quart-monde a pour objectif de "changer le regard sur les plus pauvres". Ce mouvement a obtenu que soit posée une plaque en leur honneur, dans un lieu hautement symbolique, la dalle du Trocadero à Paris : c'est en effet là que fut signée la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Depuis l'inauguration de cette plaque en 1987, un rassemblement a lieu chaque 17 octobre, afin de réaffirmer le refus de la misère.

La section angevine d'ATD s'est emparée de cette journée mais a longtemps hésité quant au lieu à investir. Le premier espace choisi, en 1996, a été la Place du Ralliement, en plein cœur de la ville bourgeoise et commerçante. Comme l'ont reconnu les militants d'ATD, c'était la première fois qu'ils se rendaient visibles. Mais après trois éditions, le mouvement a jugé que le déca-

lage était trop important entre le sens donné à cette manifestation, et la réalité sociale de cette place centrale. Ils ont pris conscience de ne pas y "être à leur place" et constaté l'impossibilité d'un marquage et d'une appropriation.

Le lieu choisi en 1999, l'un des collèges les plus défavorisés de la ville, révélait une réorientation vers des espaces pratiqués par les plus démunis eux-mêmes, et soulignait l'importance accordée par le mouvement aux questions d'éducation et de culture. Mais ce qu'il gagnait en contenu, il le perdait en visibilité.

Le choix du quai Ligny en 2001 visait à concilier les deux exigences. Situé le long de la Maine, en contrebas de la cathédrale et du château, cet espace de promenade est couramment utilisé pour des manifestations festives et constitue un emplacement stratégique. Et dans le même temps, il correspond à l'emplacement d'un quartier qui figurait parmi les plus insalubres jusque dans les années 1970 (cf. carte).

L'EFFACEMENT DES PLUS PAUVRES DU CENTRE- VILLE

Dès les années 1930³, deux quartiers de centre-ville ont été identifiés comme insalubres et promis à la démolition (Jeanneau, 1993) : le Quai Ligny et le quartier Saint Nicolas de l'autre côté de la Maine, dans la Doutre (cf. carte). C'est là que se concentrent les habitants les plus pauvres, ouvriers sous-payés de l'industrie textile, ferrailleurs, prostituées... Après avoir laissé le bâti se dégrader encore quelques années, les autorités finirent par effacer les problèmes sociaux du centre-ville par des opérations de rénovation, au cours des années 1960-1970 : les habitants furent alors relogés dans les grands ensembles tout juste construits dans la périphérie. La rénovation a été particulièrement radicale au Quai Ligny, sous prétexte de dégager le château et de faire passer une voie rapide en plein cœur de la ville.

1- Aide à toutes détresses.

2- Qui est né à Angers où il a vécu lui-même dans la misère durant ses premières années.

3- Angers faisait alors partie des villes les plus vétustes de France cf. Jeanneau J., (1993), *Les villes de l'Anjou au milieu du XXème siècle*, Nantes, Ouest édition, 122 p.



D'anciens habitants du Quai Ligny ont témoigné à l'occasion du 17 octobre du besoin de faire mémoire, dans un sentiment forcément ambivalent: ils rejettent la misère qu'ils ont vécue mais veulent retrouver des traces, des signes de leur histoire: "Vous le diriez aujourd'hui que des gens ont habité là? Aujourd'hui, c'est beau, mais il y a eu tant de misères, tant de souffrances. Il ne faut pas oublier"⁴. Or le Quai Ligny ne parle plus: les militants d'ATD ont alors pris conscience que le travail de mémoire et de réappropriation identitaire avait besoin de supports physiques, de traces matérielles. Alors que les élites ont une "mémoire morte", constituée d'écrits, de biens matériels, et d'espaces, les pauvres n'ont pour eux qu'une "mémoire vivante", orale, inscrite dans les corps, qui ne laisse pas de traces (Verret, 1995).

DU LIEU À L'ITINÉRAIRE: "INFORMER LE REGARD SUR LA VILLE"

À la recherche d'un lieu à la fois central et chargé symboliquement, le mouvement ATD d'Angers s'est orienté dernièrement vers le quartier de la Doutre. Ce quartier qui fait face à la Cité épiscopale et à la ville bourgeoise, a été caractérisé dès sa naissance au Moyen

âge par la présence d'institutions religieuses caritatives, telles que l'hôpital Saint Jean ou la chapelle des lépreux Saint-Lazare (XIIe). Abandonné à partir du XVIIIe par l'aristocratie, il a fonctionné depuis comme espace de relégation et d'enfermement des pauvres. Presque entièrement promis à la démolition au début des années 1960, le quartier a été en grande partie sauvé par l'intervention du ministère de la Culture, dirigé à l'époque par A. Malraux: seul le quartier Saint Nicolas, le plus populaire de la Doutre, a été finalement démoli (cf. carte). Les immeubles de la rénovation et les maisons réhabilitées ont attiré une population nouvelle, beaucoup plus aisée, qui a fait de ce quartier un lieu à la mode, avec ses restaurants et ses galeries: suite à un banal processus de gentrification, il fait désormais partie intégrante du centre-ville, comme en témoignent le découpage INSEE et les plans de ville.

Un tel choix de la part d'ATD a dans un premier temps embarrassé la mairie qui s'inquiétait de voir resurgir une "mémoire honteuse" dans un quartier gentrifié. Des contre-propositions ont même été formulées, renvoyant à des lieux moins prestigieux et plus périphériques⁵

4 Témoignage de Louissette Sauneuf, "La misère du quai de Ligny resurgit", *Ouest-France*, 18 octobre 2001.

5- Ce type de réaction rejoint celle que C. Chivallon a pu observer à Bristol, à propos de la mémoire de l'esclavage (Chivallon, 1999).

Le mouvement ATD a dû bâtir un argumentaire, avec l'aide d'universitaires, afin d'obtenir l'accord de la mairie pour l'édition 2002 de sa manifestation. Celle-ci a pris la forme plus ambitieuse d'un itinéraire: au-delà du lieu symbolique qui reste à déterminer, il s'agissait "d'informer le regard sur la ville" dans son ensemble (Chivallon, 1999) en redonnant leur signification à des édifices médiévaux et Renaissance aujourd'hui prestigieux, mais autrefois associés à la présence des plus pauvres⁶

En s'appuyant sur les dernières traces qui évoquent les conditions de vie et de travail des habitants chassés par la rénovation: cheminée d'usine ou maison de tanneur. Nous sommes bien dans le cas d'un réinvestissement symbolique d'édifices déjà existants, dont la signification tend à être modifiée par des rassemblements, par des discours: prises de parole le 17 octobre, articles de presse... Ce réinvestissement symbolique de traces, d'héritages construits, constitue une forme de marquage, de la part d'un groupe (les militants d'ATD et les plus pauvres) qui cherche à affirmer une présence dans la ville. Cette manifestation, que nous pouvons qualifier de marquage-présence⁷ a débouché récemment sur un marquage-trace, à savoir la pose d'une plaque sur la maison d'enfance du père Joseph Wrésinski, fondateur d'ATD quart-monde, tout près de ce même quartier de la Doutre.

Ces héritages industriels et artisanaux invoqués lors de la commémoration du 17 octobre 2002 seront démolis, dans le cadre de la ZAC Front-de-Maine (cf. carte) afin de laisser place à un nouveau théâtre: cette forme banale de renouvellement urbain ne fait que confirmer la difficulté de conserver la trace et la mémoire de ces catégories populaires qui ont largement contribué à faire la ville.

Conclusion

« Parmi les traces à préserver, il y a précisément celle des souffrances des autres, celles que nous leur avons infligées. S'il ne faut pas oublier, c'est afin de pouvoir continuer à honorer les victimes de la violence de l'histoire » (Ricoeur, 1998, p. 31).

6- C'est le cas de l'hôtel des Pénitentes, ancien lieu d'enfermement des prostituées, devenu aujourd'hui lieu de réception de la mairie.

7- Voir mon autre texte présenté dans ce même numéro d'ESO : "appropriation et marquage symbolique de l'espace : quelques éléments de réflexion".

Prenant conscience qu'il ne pouvait y avoir de mémoire des plus pauvres sans supports matériels sur lesquels s'appuyer, le mouvement ATD quart-monde angevin a recherché des traces de leur existence dans un quartier central angevin, aujourd'hui gentrifié. Une telle démarche dérange: faire mémoire de la pauvreté, c'est évoquer les inégalités sociales d'hier et interroger celles d'aujourd'hui. C'est donc induire un autre regard sur la ville et la société. Il y a un enjeu politique fort à patrimonialiser non seulement les traces des dominants, mais aussi celles des dominés et d'une certaine manière, de la domination elle-même. Penser la patrimonialisation comme marquage de l'espace et comme vecteur de légitimation permet de mieux saisir les enjeux actuels d'appropriation identitaire de l'espace.

Bibliographie

- Chivallon Christine, 1999, Bristol et la mémoire de l'esclavage, *Annales de la recherche urbaine*, n° 85, pp. 100-110.
- Jeanneau Jacques, 1993, *Les villes de l'Anjou au milieu du XXe siècle*, Nantes, Ouest édition, 122 p.
- Ricoeur Paul, 1998, Vulnérabilité de la mémoire, in Le Goff Jacques (dir.), *Patrimoine et passions identitaires: entretiens du patrimoine*, Paris, Fayard, pp. 17-32.
- Verret Michel, 1995, *Chevilles ouvrières*, Les Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières, coll. Mouvement social, Paris, 254 p.
- Veschambre Vincent, 2002, Entre patrimonialisation et démolition, une mémoire urbaine socialement sélective: réflexions autour de l'exemple d'Angers, *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 92, pp. 45-51.
- Veschambre Vincent, 2003, *Effacement et réappropriation de l'habitat populaire dans les centres anciens patrimonialisés: les exemples du Vieux-Mans et de la Doutre à Angers*, Communication au colloque de Saumur: habiter le patrimoine/inhabiting our heritage, Université européenne d'été, Val de Loire patrimoine mondial-université d'Angers, 13-16 octobre 2003 (en ligne sur le site de l'université d'Angers).